

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIEGL

CHEMIN DU VIOLET
38690 Le Grand-Lemps

Références : 2026-Is002TN2
Code AIOT : 0006102944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement SIEGL implanté 202, Chemin du Violet 38690 Le Grand-Lemps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Elle a porté sur les suites données aux demandes adressées à l'issue de la dernière inspection de l'installation en novembre 2024 ainsi que sur la surveillance des rejets de la station de traitement des eaux usées et le plan de gestion des solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIEGL
- 202, Chemin du Violet 38690 Le Grand-Lemps
- Code AIOT : 0006102944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fondée en 1925, la société d'impression sur étoffes du Grand Lemps (SIEGL) réalise des travaux d'impression sur supports textiles. Elle est une filiale du groupe Hermès depuis 2002 (Holding Textiles Hermès - HTH). Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-00377 du 3 janvier 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°UD38-2022-02-14 du 28 février 2022. Le site dispose de plusieurs outils d'impression :

- la table: de 50 à 100 m de longueur, le tissu est placé sur la table et les couleurs sont déposées à l'aide de cadres ;
- l'impression numérique à jets d'encre : l'encre est projetée par des buses sur le support textile.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Suites de l'inspection du 05/11/2024	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 2.4.5.3 et 2.4.6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance des rejets	AP Complémentaire du 28/02/2022, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1 et 2.3.6	Deux demandes d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suites de l'inspection du 15/11/2024	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 2.4.5.3 et 2.4.6	Sans objet
5	Transmission des résultats de surveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
6	Respect des VLE applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 2	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées concernant le respect des valeurs limites des rejets de la STEP. Des incohérences ont été relevées concernant la situation administrative du site et le plan de gestion des solvants mérite d'être approfondi afin d'établir ou non la conformité des émissions diffuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Article 1 :

Le tableau d'activité de l'article 1.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-00377 du 3 janvier 2008 modifié susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubriques	Activités	Volume d'activité	Classement
2330	Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et de lavage de matières textiles	1t/j	A
1978-5	Utilisation de solvants organiques Autres nettoyages de surface	2,8 t/an	D
1978-8	Utilisation de solvants organiques Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier	14,9 t/an	D
1978-16	Utilisation de solvants organiques : Revêtement adhésif	5,1 t/an	D
2910-A	Chaudière fonctionnant au gaz naturel	11,16 MW	D
2915-2	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles		D

Constats :

L'exploitant exerce des activités d'impression sur du textile. Il exerce ces activités d'impression sur deux ateliers situés dans deux parties de l'usine :

- L'impression « table »,
- L'impression « Jet d'encre ».

L'impression sur les tables consiste à coller les textiles sur les tables pour les maintenir en place. Des opérateurs viennent alors appliquer des cadres sur la bande de textile collée pour y déposer les couleurs une à une (un cadre par couleur) et d'autres produits servant à fixer les couleurs ou à donner des propriétés aux produits. Un temps de séchage peut être requis avant l'application de la couleur suivante. Les tables sont nettoyées avant qu'une autre colle y soit appliquée (elles varient suivant les textiles à maintenir).

L'impression « jet » d'encre repose sur des imprimantes numériques qui permettent d'appliquer un

panel de couleurs plus large ; elles sont pulvérisées simultanément sur le textile. De la colle est également utilisée pour tenir le textile lors de l'impression.

La production mensuelle de l'exploitant a atteint au maximum 18 tonnes en 2025 et la production quotidienne n'a jamais dépassé 1 tonne, elle a atteint au maximum 912 kg le 5 novembre 2025 sur la période avril 2025-janvier 2026.

L'exploitant estime que sa capacité quotidienne maximale d'impression est de 1,040 t par jour. Il détermine cette capacité en tenant compte d'une répartition représentative des textiles utilisés pour les impressions et dont le grammage est variable (de 80 à 248 g/m²) et de la capacité de production maximale des différentes lignes. L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'inspection qu'il n'était pas susceptible d'atteindre un tel niveau de production parce qu'il était contraint par d'autres étapes de production réalisées à l'issue de l'impression.

Le site n'est pas susceptible de relever de la rubrique IED n°3620 qui est applicable aux activités de teinture de textile et dont le seuil est fixé à 10 t/j.

L'exploitant emploie des solvants organiques pour des opérations de nettoyage des tables et des cadres, ainsi que lors des opérations d'impression pour tenir les textiles lors des phases d'impression. Des solvants sont également employés comme adjuvant ou huiles d'impression et les encres appliquées sur les textiles ne contiennent pas de solvants en revanche.

L'utilisation de ces solvants relève principalement de trois rubriques ICPE, compte tenu de leur utilisation pour :

- décaper les tables et les cadres (rubrique 1978-5 : Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/ an),
- pour revêtir les textiles avec certains produits (rubrique 1978-8 : Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/ an),
- pour enduire les tables de colles (1978-16 : Revêtement adhésif, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an).

Le plan de gestion des solvants de l'exploitant présente les quantités de produits consommés en 2024 et les quantités de solvant associées à ces produits. L'exploitant n'effectue pas un suivi de ces solvants en fonction de ces trois rubriques ICPE et l'inspection remarque qu'un décapant, le DOWANOL DPM glycol ether, a été utilisé suivant une quantité de solvant de 9 260 kg en 2024, alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation définit un seuil de 2,8 t par an.

L'inspection a constaté sur le terrain la présence de deux générateurs de vapeur d'une capacité de 8 000 t/h d'après les plaques affichées sur ces derniers (qui ne présentent pas la puissance en MW).

L'inspection n'a pas évalué la situation administrative concernant la rubrique ICPE 2915-2 qui est une rubrique sans seuil.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect des seuils définis par son arrêté préfectoral d'autorisation. Dans un délai d'un mois, il précisera dans son plan de gestion des solvants les rubriques ICPE associées à l'utilisation de solvants (1978-5 pour les solvants utilisés à des fins de

nettoyage par exemple) et transmettra à l'inspection, le cas échéant, une proposition de tableau actualisé de ses rubriques suivant le modèle ci-dessous :

Rubriques	Activités	Volume d'activité	Classement
2330	Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et de lavage de matières textiles	1,04 t/j	A
1978-5	Utilisation de solvants organiques Autres nettoyages de surface	?	D/NC ?
1978-8	Utilisation de solvants organiques Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier	?	D/NC ?
1978-16	Utilisation de solvants organiques : Revêtement adhésif	?	D/NC ?
2910-A	Chaudière fonctionnant au gaz naturel : Deux générateurs de vapeurs de 8000 t/h	11,16 MW	D
2915-2	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles		D

Le site ayant fait l'objet d'une autorisation initiale au titre de la rubrique 2330 pour un volume d'activité de 3 t/j et puisque l'exploitant n'a pas adressé de demande de déclassement, l'inspection lui propose de préciser dans le tableau des rubriques un volume d'activité de 1,04 t/j pour la rubrique ICPE 2330 afin qu'il soit strictement supérieur au seuil de l'autorisation associé à cette rubrique et pour qu'il n'y ait aucun doute sur le régime de l'installation qui demeure celui de

l'autorisation.
L'exploitant devra préciser la puissance thermique nominale en MW de chacun des deux générateurs de vapeurs du site et indiquer si ces deux générateurs peuvent fonctionner simultanément ou s'il existe une impossibilité physique de fonctionnement simultané.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suites de l'inspection du 05/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 2.4.5.3 et 2.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, incident sur la STEP
Prescription contrôlée : 2.4.5.3 Eaux industrielles résiduaires : Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. 2.4.6 Qualité des effluents rejetés Les effluents devront être exempts : - de matières flottantes ... Constat dressé lors de l'inspection du 5/11/2024 : L'inspection des installations classées a réalisée une inspection le 05/11/2024 suite au signalement de l'exploitant du 4/11/2024 relatif à une coloration du ruisseau « Le Barbaillon » détectée par les riverains le dimanche 3/11/2024. L'exploitant a procédé à des prélèvements dans le Barbaillon en 3 points et a envoyé ces échantillons pour les faire analyser. Les résultats des analyses de ces prélèvements ne sont pas encore connus de l'inspection des installations classées. Le 5/11/2024, l'inspection des installations classées a pu constater conjointement avec l'OFB : - la présence de boues décrites dans la fiche d'incident/accident transmise par l'exploitant et proche de la cuve du traitement biologique. - la présence de boues mousseuses qui flottaient sur la surface du Barbaillon tout proche du rejet. L'exploitant les a récupérées pendant l'inspection. L'OFB a indiqué ne pas avoir constaté de mortalité de poissons dans le Barbaillon. L'exploitant a estimé que lors de cet incident, la quantité de boues relâchée hors du bassin biologique était inférieure à 5 mètres cubes. Ce débordement (sur le sol en interne du site) de boues activées depuis le bassin biologique de la station d'épuration a pour cause un excès d'aération dans le bassin biologique qui a conduit la boue à mousser puis à déborder. Une partie de ces boues a percolé dans le terrain autour de la cuve de traitement biologique et s'est infiltrée dans un drain qui collecte les eaux pluviales de la zone. Des sondes ont par ailleurs été récemment installées par l'exploitant pour perfectionner la

conduite de l'installation afin de garantir la conformité des paramètres, l'exploitant était dans une phase de test pour trouver les paramétrages idéaux (optimisation des cycles d'aération des bassins biologiques afin de traiter la DCO et l'azote), un problème d'automatisme a empêché l'arrêt des aérateurs programmé après 300 minutes de marche.

Le 6 novembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir procédé au nettoyage du drain avec de l'eau propre et avoir récupéré ces eaux. Ce même jour il a procédé au bouchage temporaire du drain relié au Barbaillon. Dans le même temps, entre le 4 et le 7 novembre 2024, la partie visible des boues a pu être pompée et envoyée en destruction.

Par mail du 7/11/2024, l'inspection des installations classées demandait notamment à l'exploitant de détourner les eaux pluviales (par exemple vers la STEP) qui sortiront du drain tant qu'elles ne respectent pas les (valeurs limites d'émission) VLEs applicables à la SIEGL.

Le plan d'action de l'exploitant transmis par mail du 13/11/2024, indique par ordre chronologique que :

- Pour le 12/11/2024, l'exploitant a indiqué avoir testé avec l'entreprise SOGEA une sonde capacitive pour mesurer le niveau du bassin biologique.
- Pour le 13/11/2024, l'exploitant conjointement avec l'entreprise SOGEA a mis en place le relevage des eaux du drain ainsi que leur analyse (pour contrôle des VLE) avant tout rejet dans le Barbaillon.
- Pour le 26/11/2024, aurait lieu la correction du défaut d'automatisme et des tests avec un automaticien (société V2A)
- Pour le 31/12/2024, l'exploitant prévoit la mise en place d'une organisation d'astreinte pour la STEP
- Pour le 31/01/2025, l'exploitant prévoit de mettre en place :
 - un report d'alarme 24 heures sur 24 (avec SMS, appel à définir)
 - l'installation d'une caméra pour visualiser le bassin biologique à distance
 - la possibilité de l'accès à distance sur la supervision de la STEP
 - la création d'une rétention béton reliée au bassin de secours autour du bassin biologique

Demande d'action adressée à l'issue de l'inspection :

L'exploitant transmettra :

- les justificatifs concernant les rapports d'analyses sur la conformité ou non des eaux pluviales sortant du drain d'eau pluviale sous son contrôle.
- les justificatifs de destruction des boues.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les bordereaux de suivi de déchet dangereux numérotés :

- BSD-20241118-3N7TSB6RJ,
- BSD-20241118-TT9G1WQ20.

Ces derniers montrent que les déchets issus de l'incident de novembre 2024 ont été enlevés par une entreprise agréée et apportés dans une installation de regroupement de déchets dangereux avant d'être valorisés. L'exploitant a eu recours à son prestataire habituel pour le traitement de ces

déchets.

Au cours de l'incident de novembre 2024, les effluents de la STEP avaient été rejetés à travers le drain des eaux pluviales de la zone de la STEP. Le drain a été nettoyé et l'exploitant a réalisé différentes mesures pour évaluer la qualité des eaux pluviales et vérifier la possibilité de les rejeter. Depuis l'incident, le drain est fermé par un ballon et les eaux pluviales collectées dans la zone sont pompées vers la STEP pour être traitées.

L'inspection a constaté sur le terrain que le rejet des eaux pluviales de la STEP était fermé et que le système de pompage était toujours en place. L'inspection a constaté la mise en place d'une dalle en béton pour la rétention des effluents des bassins de la STEP en cas de débordement ainsi que la présence de deux sondes servant à mesurer le niveau du bassin. L'exploitant a également indiqué à l'inspection qu'un système d'alerte par SMS asservi aux sondes avait bien été mis en place pour être prévenu des débordements et qu'il réfléchissait à la mise en place d'un système de vidéo-surveillance afin de compléter ce système d'alerte et d'être en mesure de lever le doute à distance ;

Des analyses sur les eaux pluviales ont été réalisées mensuellement de décembre 2024 à mars 2025, les paramètres mesurés et les valeurs limites employées sont ceux de l'arrêté préfectoral relatif au rejet de la STEP. Les résultats ont été transmis à l'inspection le 21 mai 2025 et ils présentaient des dépassements par rapport à la valeur limite de concentration du zinc lors des quatre analyses et d'un dépassement dans le cas du phosphore. L'exploitant expliquait les dépassements relatifs au zinc par la constitution des toitures en zinc des locaux situés dans la zone de la step. Le dépassement de la VLE en Phosphore peut s'expliquer selon lui par le fait que les eaux pouvaient être stagnantes (peu de pluie lors du dépassement).

L'exploitant a présenté deux analyses supplémentaires à l'inspection lors de la visite, une réalisée le 20 novembre 2025 et une le 16 décembre 2025. Les mêmes paramètres ont été analysés mais l'exploitant a également relevé le débit de la pompe lors des mesures (83 l/min) et a inséré les résultats dans un tableur pour déterminer les flux en plus des concentrations.

Les valeurs limites en concentration en zinc étaient toujours dépassées, la concentration en zinc était de 137 µg/l en novembre 2025 et de 187 µg/l en décembre 2025 contre une valeur limite autorisée de 50 µg/l pour les effluents rejetés par la station de traitement. Le débit de la pompe était quant à lui de 83 litres par min et l'exploitant indique que les flux en zinc sont de 0,1 mg/j ou de 0,2 mg/j.

A noter à titre de comparaison que la valeur limite en concentration définie par l'arrêté ministériel de référence du 2 février 1998 est de 0,8 mg/m³ et n'a été dépassé que lors du premier essai réalisé en décembre 2024.

L'inspection a remarqué que les flux présentés dans le document sont incorrects et qu'à ces niveaux de concentration, le flux de zinc se situerait en fait à 5,4 mg et 8 mg pour 40 l d'effluents rejetés. Or, ce volume correspond à un volume pompé durant une trentaine de secondes et ne permet donc pas de se positionner sur le respect de la valeur limite en flux défini par l'arrêté préfectoral qui est de 23 g par jour pour le zinc.

Ce point n'a pas pu être discuté avec l'exploitant, il a été relevé sur la base des documents fournis lors de l'inspection à l'issue de cette dernière qui montrent que si la pompe fonctionnait sur une durée de 24 h, le flux de zinc contenu dans les eaux pluviales pourraient contenir autour de 15,6 à 23 grammes par jour ce qui est équivalent à la valeur limite en flux définie par l'arrêté préfectoral

complémentaire de 2022 pour le rejet des effluents industriels alors qu'aucun rejet en zinc n'est autorisé pour les eaux pluviales de l'installation.

L'exploitant a répondu aux demandes adressées par l'inspection mais il n'est pas possible de conclure à la conformité de ce point puisque les eaux pluviales sont détournées vers la STEP du site et que des dépassements y sont constatés (voir constat n°6).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de se positionner sur l'acceptabilité du rejet direct des eaux pluviales situé à proximité de la STEP, l'exploitant réalisera des analyses de ces eaux pluviales dans un délai de 3 mois. Il retirera au cours de cette période le ballon obstruant le rejet et réalisera trois mesures de l'ensemble des paramètres réglementés sur des prélèvements 24h proportionnels au débit.

Les résultats statuant sur le respect des concentrations et flux autorisés (en prenant en compte le flux lié au pluvial et le flux en sortie de station interne) **seront transmis dans les 8 jours suivant la réception des rapports d'analyses.**

Type de suites proposées : Demande d'action corrective

N° 3 : Suites de l'inspection du 15/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 2.4.2.1 et 3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des prélèvements

Prescription contrôlée :

Article 2.4.2.1 (Prélèvements) de l'article 2 (prescriptions applicables à l'ensemble de l'établissement) l'Arrêté préfectoral d'autorisation N°2008-00377 du 3 janvier 2008

... La quantité maximale d'eau prélevée sera limitée à 150 000 m³/an et 60 m³/h

...Le forage doit être soigneusement entretenu. Il doit être contrôlé et rénové en temps utile si sa productivité apparaît en baisse...

Article 3.1.1 (utilisation de l'eau) de l'article 3 (prescriptions particulières) de l'Arrêté préfectoral d'autorisation N°2008-00377 du 3 janvier 2008

L'utilisation de l'eau devra être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les moyens à mettre en œuvre pour maîtriser la gestion de l'eau pourront être :

- la pose de compteurs dans chaque atelier

...

Constat dressé lors de l'inspection du 5/11/2024 :

- Il a été constaté la remise en état de la canalisation du forage (proche du compteur général et de la machine de lavage des cadres). L'exploitant a transmis à ce titre une facture de la société PG PROCESS datée du 31/08/2023. d'un montant de 7868 euros (pour notamment des travaux de modification de la tuyauterie PVC et un prolongement du piquage de l'eau de forage).

- L'exploitant a transmis plusieurs factures notamment deux provenant de la société KEYENCE relatives à des poses de débitmètres, plusieurs capteurs de débit, câbles et accessoires divers pour un montant global de 52 000 euros.

Il a été constaté le 5/11/2024:

- qu'au niveau du compteur général l'index du nouveau compteur site installé le 8/08/2023 était de: 68629 m³

- que le tableau de suivi des compteurs indique que depuis août 2023 aucune consommation d'eau sur le prélèvement de secours sur le Barbaillon et que la consommation d'eau de ville depuis cette date s'établit à 1890 mètres cubes (compteurs non relevés le jour de l'inspection).

La limite annuelle de prélèvement de 150 000 m³/an est donc respectée.

- qu'il existe huit plans des différents réseaux d'alimentation en eau pour chaque atelier que ceux-ci étaient assemblés dans leur version papier sur site mais qu'ils ne sont pas assemblés numériquement ce qui n'en facilite pas sa lecture.

Demande d'action adressée à l'issue de l'inspection :

Demande de justificatifs :

- assembler en un seul document les différents plans des réseaux d'alimentation en eau
- fournir la facture du compteur général (installation du 8/08/2023)
- indiquer les dates de relevés des index (et non pas seulement le mois)

Constats :

Une attestation relative à la pose d'un compteur Flostar par la société PG process et un document précisant les journées de relevage de ce compteur courant 2024 ont été transmis à l'inspection le 20/12/2024. Ces documents répondent à la demande d'action corrective et l'inspection a constaté sur le terrain la présence d'un plan unique en version papier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/02/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, MoFréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle doit respecter les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Bièvre Liers Valloire.

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

L'annexe 1 et 1bis et l'article 2-4-7 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008 modifié sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le débit et le pH sont mesurés en continu. La température du rejet doit être inférieure à 30 °C et le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5. Le débit maximal journalier des effluents est fixé à 500 m³/j, la moyenne

mensuelle maximale du débit journalier est fixée à 450 m³/j.

Code SANDRE	Substance	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier	Surveillance
1305	MES	12 mg/l	5,4 kg/j	trimestrielle
1314	DCO	150 mg/l	67,5 kg/j	trimestrielle
1313	DBO5	15 mg/l	6,75 kg/j	trimestrielle
7009	Indice hydrocarbures	5 mg/l	2,25 kg/j	trimestrielle
1551	Azote global	35 mg/l	16 kg/j	trimestrielle
1350	Phosphore	0,35 mg/l	0,16 kg/j	trimestrielle
1106	AOX	1 mg/l	0,45 kg/j	trimestrielle
1389	Cr	0,025 mg/l	12 g/j	mensuelle
1392	Cu	0,006 mg/l	5 g/j	mensuelle
1383	Zn	0,05 mg/l	23 g/j	mensuelle
1386	Ni	0,023 mg/l	10 g/j	trimestrielle
1382	Pb	0,009 mg/l	4 g/j	trimestrielle
1958	Nonylphénols	0,025 mg/l	11 g/j	trimestrielle

La colonne intitulée surveillance dans le tableau ci-dessus fixe la périodicité des contrôles qui doivent être réalisés par un organisme agréé.

L'exploitant doit définir les modalités de surveillance des rejets nécessaires au pilotage et au bon fonctionnement de sa station d'épuration. **Cette autosurveillance doit comporter a minima une analyse réalisée une fois par semaine par l'exploitant pour la DCO, les MES et l'azote global.** Les résultats de ces analyses sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rejets ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

Le 3^{ème} alinéa de l'article 2-4-4 est remplacé par les dispositions suivantes : l'exploitant réalisera annuellement un bilan d'exploitation de la station d'épuration. Ce bilan sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le contenu de la surveillance du rejet de la STEP de l'installation. Les paramètres dont la surveillance est imposée par l'arrêté préfectoral sont suivis :

- en continu : température, PH, débit ;
- plusieurs fois par semaine : MES, DCO, azote et phosphore,
- mensuellement : DBO5, Cuivre, Zinc, Chrome, Hydrocarbures totaux,
- trimestriellement : nonylphénols, Plomb, Nickel et AOX.

Les essais mensuels et trimestriels sont réalisés par un organisme extérieur et contiennent des paramètres supplémentaires qui ne sont pas visés par l'arrêté préfectoral (nitrites, orthophosphates, potassium etc.).

Les fréquences de surveillance prévues par l'arrêté sont respectées.

Le rapport mensuel de décembre 2025, rédigé par un organisme tiers, précise que le prélèvement a été réalisé par un salarié de la société SIEGL et ne présente pas les données physiques (PH, débit et par conséquent les flux sont également absents des résultats).

Demande d'action :

Les mesures mensuelles et trimestrielles réalisées par un organisme tiers constituent des mesures comparatives qui doivent être exhaustives et permettre de vérifier le respect de l'ensemble des paramètres physico-chimiques encadrés par l'arrêté préfectoral en flux et concentration.

Lors de ces contrôles, le pH, la température et le débit doivent être mesurés

De plus, l'exploitant ne peut pas réaliser lui-même les prélèvements et confier la réalisation des analyses à un organisme tiers : l'ensemble de ces opérations doit être réalisé par un organisme agréé.

L'exploitant se mettra en conformité dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : demande d'action corrective

N° 5 : Transmission des résultats de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, transmission des résultats de surveillance

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Les résultats de la surveillance ont bien été déclarés dans GIDAF et correspondent aux résultats présentés par l'exploitant à l'inspection.

L'inspection a pris connaissance du dernier rapport mensuels de surveillance réalisé par le prestataire de l'exploitant en décembre 2025. Ce rapport présente des résultats en concentration mais pas en flux. Les résultats déclarés dans GIDAF pour l'analyse mensuelle de décembre 2025 sont cohérents avec ceux présentés dans le rapport. Pour ce qui de la température, le PH et le

débit, ils sont issus de la surveillance réalisée par l'exploitant lui-même et les flux déclarés dans GIDAF sont calculés par l'exploitant.

Les limites de quantification sont cohérentes par rapport aux valeurs limites imposées aux rejets (une incohérence avait été relevée lors de la dernière visite d'inspection pour des limites de quantifications supérieures aux valeurs limites de concentration dont le nonylphénol).

Type de suites proposées : sans suites

N° 6 : Respect des VLE applicables aux rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/02/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE applicables aux rejets

Prescription contrôlée :

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle doit respecter les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Bièvre Liers Valloire.

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

L'annexe 1 et 1bis et l'article 2-4-7 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008 modifié sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le débit et le pH sont mesurés en continu. La température du rejet doit être inférieure à 30 °C et le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5. Le débit maximal journalier des effluents est fixé à 500 m³/j, la moyenne mensuelle maximale du débit journalier est fixée à 450 m³/j.

Code SANDRE	Substance	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier	Surveillance
1305	MES	12 mg/l	5,4 kg/j	trimestrielle
1314	DCO	150 mg/l	67,5 kg/j	trimestrielle
1313	DBO5	15 mg/l	6,75 kg/j	trimestrielle
7009	Indice hydrocarbures	5 mg/l	2,25 kg/j	trimestrielle
1551	Azote global	35 mg/l	16 kg/j	trimestrielle
1350	Phosphore	0,35 mg/l	0,16 kg/j	trimestrielle
1106	AOX	1 mg/l	0,45 kg/j	trimestrielle
1389	Cr	0,025 mg/l	12 g/j	mensuelle
1392	Cu	0,006 mg/l	5 g/j	mensuelle

1383	Zn	0,05 mg/l	23 g/j	mensuelle
1386	Ni	0,023 mg/l	10 g/j	trimestrielle
1382	Pb	0,009 mg/l	4 g/j	trimestrielle
1958	Nonylphénols	0,025 mg/l	11 g/j	trimestrielle

La colonne intitulée surveillance dans le tableau ci-dessus fixe la périodicité des contrôles qui doivent être réalisés par un organisme agréé.

L'exploitant doit définir les modalités de surveillance des rejets nécessaires au pilotage et au bon fonctionnement de sa station d'épuration. Cette autosurveillance doit comporter a minima une analyse réalisée une fois par semaine par l'exploitant pour la DCO, les MES et l'azote global. Les résultats de ces analyses sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rejets ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

Le 3^{ème} alinéa de l'article 2-4-4 est remplacé par les dispositions suivantes : l'exploitant réalisera annuellement un bilan d'exploitation de la station d'épuration. Ce bilan sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a évalué le respect des valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral à partir des déclarations GIDAF de l'exploitant sur l'année 2025.

Le système pointe des dépassements pour l'azote à tort dans la plupart des cas parce que la valeur limite définie par GIDAF est erronée par rapport à celle définie par l'arrêté préfectoral. Il n'y a eu qu'un dépassement sur l'année par rapport à la valeur limite en concentration.

De nombreux dépassements sont à signaler concernant la température et le PH. L'exploitant a identifié l'origine de ces dépassements, le câble relié à la sonde était défectueux et non pas la sonde elle-même. Il s'est appuyé sur des résultats issus d'appareils portatifs pour s'en assurer et le défaut de mesure a été corrigé.

D'autres dépassements ont été mesurés ponctuellement et trois d'entre eux concernaient des dépassements en flux pour le cuivre et le zinc, en juin et décembre 2025, les déclarations n'étaient pas accompagnées de commentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le cadre GIDAF sera corrigé par l'inspection.

Le respect des valeurs limites relatives au PH et à la température devra être confirmé par les prochaines mesures.

Le respect des valeurs limites en Zinc et cuivre devra être confirmé par les prochaines mesures.

Type de suites proposées : observation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1 et 2.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Article 28-1 de l'arrêté du 02/02/1998 <u>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.</u> Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Article 2.3.6 de l'arrêté d'autorisation du 03/01/2008 En période de fonctionnement normal, il Pourra être demandé par l'inspecteur des installations classées, en cas de besoin, des mesures de concentration ou de flux polluants à l'émission. En complément, il pourra être procédé dans l'environnement à des campagnes de mesures visant à contrôler les concentrations des polluants dangereux susceptibles d'être émis par les installations. <u>Un bilan quantitatif (plan de gestion des solvants) des émissions de COV émis à l'atmosphère sur l'ensemble du site sera établi annuellement.</u> Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de gestion des solvants. Le document présente les données relatives à la consommation et aux différents rejets de solvants de 2020 à 2024. Les différents solvants ayant été utilisés dans l'installation ont été recensés à partir des fiches de données de sécurité, qui présentent les pourcentages de COV présents dans les produits. L'inspection a pu prendre connaissance de la fiche de donnée de sécurité du Vistasol C, une des principales colles employées dans l'installation, le pourcentage de COV présenté dans la fiche est de 73,6 % et il est cohérent avec celui présenté dans le PGS. La consommation annuelle de solvant est connue à partir d'un exercice d'inventaire, en considérant les produits achetés dans l'année et les produits stockés restant en fin d'année. L'exploitant a aussi indiqué à l'inspection que la mise en place de son nouvel ERP courant 2025 lui permettrait de faciliter ses exercices d'inventaire et la réalisation de son PGS. Le PGS présente les données relatives aux termes O1 (COV présents dans les rejets atmosphériques), O2 (COV présents dans les effluents aqueux), O4 (COV émis de façon diffuse) et O6 (COV présents dans les déchets). Les termes O1 sont nuls chaque année, le site ne disposant pas de rejets canalisés. Sur le terrain, l'inspection a pu constater qu'aucun système de captation n'était en place au niveau des tables. Au niveau de l'activité « jet d'encre », les séchoirs dans lesquels passent les tissus à l'issue de la phase d'impression sont équipés de systèmes d'extraction qui renvoient l'air vers un point de rejet

commun. L'exploitant considère que lors de cette phase, il n'y a pas de COV d'émis.

Les termes O2, O4 et O6 sont variables d'un produit à l'autre. Suivant leur utilisation, certains produits sont susceptibles d'être émis en diffus, dans les effluents aqueux ou dans les déchets. Suivant les produits, l'exploitant a associé des pourcentages de COV émis suivant ces termes. Ces pourcentages ont été déterminés à partir de mesures réalisées lors des différentes étapes du process, à partir de pesées et de soustraction.

La méthodologie mise en place par l'exploitant consiste à déterminer la part de COV émis en diffus par déduction, en soustrayant à la quantité de COV consommée la part de COV contenue dans les déchets, dans les effluents aqueux et en considérant que les autres termes (O1, O7 etc. sont nuls). Cela revient à poser l'équation suivante avec « F » la part de COV émis en diffus :

$$F = I1 - O2 - O6 = O4$$

Or, le terme O2 devrait être considéré dans les émissions diffuses et ne devrait donc pas être soustrait du terme I1 pour déterminer les émissions diffuses de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de-trois mois, l'exploitant réalisera une mesure des COV rejetés à la sortie du rejet des séchoirs pour s'assurer qu'il n'y a pas de COV émis lors de cette étape du process.

Le PGS de l'exploitant présente deux défauts :

- L'équation employée pour déterminer les émissions totales (correspondant aux diffus en l'absence de rejet canalisé) est incorrecte,
- Le terme O5 correspondant à la part de COV détruite devrait être introduit et il semble être assimilé au terme O2 dans le PGS de l'exploitant.

Cela étant dit, les effluents aqueux de l'installation sont traités et une partie des COV contenus dans ces effluents est abattue. C'est pour cette raison que l'exploitant devrait introduire le terme O5 et déterminer ainsi les solvants rejetés en diffus dans les effluents aqueux (O2) et les solvants abattus par la station de traitement (O5).

Dans un délai de trois mois, l'exploitant établira son PGS relatif à l'année 2025 en suivant les préconisations du guide de l'INERIS. Il réalisera un PGS simplifié (partie 5.4), compte tenu de l'absence d'installation de traitement des rejets gazeux du site.

Il aura recours à l'équation (4) pour déterminer les émissions totales du site :

$$\text{Émissions totales} = O1 + \mathbf{O2} + O3 + \mathbf{O4} + O9 = \mathbf{I1 - O5 - O6 - O7 - O8}$$

Il devra se positionner sur les termes O2 et O5.

Il fournira également dans son PGS des éléments explicatifs sur les autres termes qui ne sont pas mentionnés dans son PGS actuellement et qui sont réputés nuls : pertes de solvants dans les produits finis (terme O3), ventes de solvants dans les produits finis (O7), recyclage de solvant sur le site (O8) et autre libération de solvants (O9).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Deux demandes d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois